

Baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode : « Trésorerie, Investissement et Croissance des PME/TPE » au deuxième trimestre 2022 et focus d'actualité consacré aux difficultés d'approvisionnement et hausses de prix dans le contexte de guerre en Ukraine.

Interrogées durant la deuxième quinzaine d'avril, les TPE et PME font part d'une situation de trésorerie en légère dégradation mais qui reste globalement favorable et d'intentions d'investissement qui fléchissent :

- Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses PME / TPE et accentuées avec la guerre en Ukraine semblent affecter leur trésorerie. Celle-ci s'est détériorée au cours des 3 derniers mois et les dirigeants s'attendent à une nouvelle dégradation à court terme. Elle reste toutefois jugée plutôt confortable dans l'ensemble.
- Alors que les conditions d'accès au crédit restent favorables malgré un léger resserrement, les intentions d'investissement pour 2022 fléchissent un peu. 55 % des dirigeants comptent investir cette année (59 % au trimestre précédent). Les motivations environnementales (citées par 35 % des dirigeants) continuent de gagner en importance.

Près de la moitié des dirigeants de TPE / PME anticipe un impact fort de la guerre en Ukraine sur leur activité, celle-ci exacerbant notamment leurs difficultés d'approvisionnement :

- Du côté des contraintes de production, si les difficultés de recrutement restent la principale préoccupation des dirigeants (56 %), les coûts et les prix trop élevés représentent un frein de plus en plus puissant à l'activité, cités par 39 % des entreprises interrogées (+ 7 points sur un trimestre), dans un contexte de tensions accrues sur les approvisionnements (72 % des PME / TPE y sont confrontées, dont 22 % jugent qu'elles affectent fortement leur activité).
- 49 % des dirigeants anticipent un impact fort de la guerre en Ukraine sur leur activité, en majorité en raison de la hausse des prix (énergie et intrants non-énergétiques), mais aussi d'autres problèmes d'approvisionnement (hausse des délais de livraison, pénuries, coût du transport, etc.).

Dans ce contexte, les dirigeants sont plus nombreux qu'au trimestre précédent à anticiper des hausses de prix et de salaires, ainsi qu'une baisse de leur marge nette :

- 55 % des dirigeants comptent augmenter le salaire de leurs collaborateurs et 61 % prévoient d'augmenter leurs prix de vente cette année (respectivement +5 points et +3 points sur un trimestre). Les hausses de prix anticipées sont en nette progression (+5,2 % en moyenne vs +3,8 % il y a trois mois) et surcompensent les hausses de salaires prévues (+2,7 % en moyenne). Néanmoins, face à la forte hausse des coûts hors salaires, 44 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (+10 points sur le trimestre).

Situation de trésorerie des PME / TPE confortable malgré une dégradation, intentions d'investissement revues en baisse :

Trésorerie : En moyenne, les dirigeants font part d'une légère détérioration de leur trésorerie au cours des trois derniers mois et s'attendent à une nouvelle dégradation de celle-ci durant les trois prochains mois (l'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie future perd 3 points à -13). Ils jugent toutefois leur trésorerie à un niveau confortable en moyenne (76 % la jugent « aisée » ou « normale », une proportion stable sur le trimestre).

Investissement : Les intentions d'investissement fléchissent ce trimestre. 55 % des dirigeants comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre comme sur 1 an (59 % en février dernier). Les dépenses d'investissement restent attendues en hausse mais en net ralentissement. Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la principale destination de l'investissement, bien que moins cités que lors du trimestre précédent. Viennent ensuite les motifs d'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production. Le motif environnemental continue de gagner en importance. Il est désormais cité par 35 % des dirigeants, une proportion en hausse de 12 points par rapport à la période pré-pandémie.

Accès au crédit : Les conditions d'accès au crédit se resserrent légèrement mais restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante augmente à 16 % (+2 points sur le trimestre) mais reste inférieure aux niveaux observés avant crise. La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements progresse également, à 18 % (+3 points sur le trimestre), mais reste inférieure à son niveau atteint un an auparavant.

Freins à la croissance : Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 56% d'entre eux. Les coûts et prix trop élevés représentent le deuxième frein à la croissance et inquiètent de plus en plus les dirigeants (cités par 39 % d'entre eux, soit +7 points par rapport au trimestre précédent), alors que les difficultés d'approvisionnement s'intensifient. 72 % des dirigeants déclarent en rencontrer (dont 22 % jugent qu'elles affectent fortement leur niveau d'activité, contre 18 % au T1). Parmi eux, 70 % rapportent qu'elles se sont accrues au cours des 3 derniers mois et 43 % estiment qu'elles ne se résorberont pas avant au moins un an.

Focus trimestriel « Évolutions de prix et de salaires prévues en 2022 au sein des PME / TPE » :

49 % des dirigeants anticipent un impact fort de la guerre en Ukraine sur leur activité, que ce soit directement via leur activité en Ukraine et/ou Russie (7 %) ou indirectement via la hausse des prix énergétiques (31 %), des intrants hors énergie (31 %), ou d'autres problématiques d'approvisionnement (hausse des délais de livraison, pénuries, coût du transport etc., 32 %). Le conflit en Ukraine exacerbe donc les tensions sur les approvisionnements et les prix.

Les dirigeants sont ainsi logiquement un peu plus nombreux qu'au trimestre dernier à prévoir d'augmenter leurs prix de vente (61 % vs 58 %) et les salaires de leurs collaborateurs (55 % vs 50 % en février dernier) en 2022. Les dirigeants justifient les hausses de prix majoritairement par la hausse des coûts des intrants hors énergie (80 % d'entre eux) et des prix des produits énergétiques (42 %). Les hausses de prix anticipées pour 2022 sont en nette progression (+5,2 % en moyenne vs +3,8 % il y a trois mois) et dépassent les hausses de salaires prévues (+2,7 % en moyenne vs +2,2 % il y a trois mois).

Pourtant, face à la forte hausse des coûts hors salaires, 44 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (29 % une légère baisse, 15 % une franche baisse), soit 10 points de plus qu'il y a 3 mois. Un tiers des PME / TPE font part d'un besoin de reconstitution de leurs fonds propres, dont 15 % estiment que leur niveau exerce une contrainte sévère pour leur développement.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette dix-septième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 14 et le 26 avril 2022, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de 2 158 PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 645 PME ont été traitées dans l'analyse récurrente et celles de 641 PME ont été traitées et redressées par taille d'effectif et secteur d'activité dans les interrogations thématiques et dans les questions relatives aux difficultés d'approvisionnement.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par des interrogations thématiques portant sur l'impact de la guerre en Ukraine, l'évolution des prix et des salaires, et le PGE.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : lelab.bpifrance.fr/ et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26

nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications

Camille Formentini

Tél : 01 53 92 80 00

camille.formentini@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.lelab.bpifrance.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 53 89 20 89 - www.rexecode.fr